

## Society at a Glance: OECD Social Indicators 2005 Edition

*Summary in French*

---

### Panorama de la société: Les indicateurs sociaux de l'OCDE Edition 2005

*Résumé en français*

Dans bien des cas, les comparaisons concernant le niveau de développement de différents pays portent uniquement sur la dimension économique en ne considérant que le niveau de la production intérieure (PIB et PIB par habitant, par exemple). Mais s'il ne fait pas de doute que les ressources économiques dont un pays dispose influent sur le niveau de vie de ses habitants et la facilité avec laquelle l'Etat peut assurer des services publics, il existe aussi une vaste palette d'autres indicateurs que l'on peut utiliser pour mesurer le développement social au sens large et évaluer les résultats des efforts accomplis par les pouvoirs publics et les systèmes sociaux de divers pays pour améliorer la qualité de la vie d'un nombre aussi grand que possible de leurs habitants. *Panorama de la société* est un recueil d'indicateurs sociaux que l'OCDE publie tous les deux ans en vue de répondre à la demande croissante de données quantitatives permettant de savoir si, dans nos sociétés, les inégalités tendent ou non à se creuser, la santé à s'améliorer et la cohésion sociale à se renforcer. Dans la présente édition, certains des indicateurs figurant dans celles qui ont précédé ont été mis à jour et des nouveaux ont été ajoutés à la liste dont, pour la première fois, des indicateurs concernant le bien-être subjectif.

Les indicateurs contenus dans le présent ouvrage ont été choisis de façon à apporter des éléments de réponse à deux principales questions : quels progrès les pays de l'OCDE ont-ils accomplis dans le domaine du développement social, et dans quelle mesure ces progrès sont-ils le fruit d'actions volontaristes engagées par les pouvoirs publics ou par d'autres institutions sociales? La deuxième question est à l'évidence plus complexe que la première (même si l'on rencontre des difficultés dans les deux cas en raison du peu de données pertinentes disponibles). En effet, il est relativement simple d'examiner les indicateurs des aspects du développement social qui sont expressément visés par les pouvoirs publics (comme le chômage) et de voir comment ils ont évolué au fil du temps. Il est en revanche plus compliqué de déterminer dans quelle mesure les changements constatés sont imputables à l'action gouvernementale. Il importe en outre de prendre en compte les ressources qui ont été affectées aux interventions sur ces cibles, et de se demander si les résultats obtenus justifient les coûts supportés. Les comparaisons

internationales peuvent être fort utiles pour répondre à cette question. Elles peuvent, par exemple, indiquer si les pays dont les dépenses sociales sont relativement élevées enregistrent de meilleurs résultats sur le plan social. Bien entendu, ces comparaisons ne permettent pas d'expliquer pourquoi ces résultats sont moins bons dans certains pays que dans d'autres, et encore moins de laisser entrevoir une solution, mais elles peuvent mettre en évidence les domaines dans lesquels il y a lieu de procéder à des améliorations.

Afin de faciliter l'interprétation du large éventail d'indicateurs sociaux disponibles, *Panorama de la société* les a classés en cinq grandes catégories. **La première est celle des indicateurs du contexte général dans lequel s'inscrit la mise en œuvre de la politique sociale** (comme les niveaux de revenu et la structure de la population). En principe, ceux-ci ne constituent pas la cible directe de cette politique, du moins à court et moyen terme, mais ils influent sur son efficacité. Par exemple, la proportion de personnes âgées dans la population totale n'est pas directement visée par l'action gouvernementale, mais elle n'en détermine pas moins fortement la manière dont les mesures prises agissent sur le niveau de vie des personnes âgées et les efforts financiers requis.

*Indicateurs examinés: revenu national par habitant, ratio de dépendance démographique, taux de fécondité, étrangers et population née à l'étranger, mariages et divorces.*

Les quatre autres catégories correspondent à de grands groupes d'indicateurs destinés à représenter les principaux objectifs de la politique sociale : **autonomie, équité, santé et cohésion sociale**. Chacune de ces catégories comprend deux types principaux d'indicateurs : ceux qui permettent de suivre l'évolution de la situation concernant diverses cibles de l'action des pouvoirs publics (niveau du chômage, de la pauvreté, etc.), lesquels sont classés dans le présent ouvrage comme indicateurs de « l'état de la société », et ceux qui illustrent les efforts déployés par la société pour toucher ces cibles (indicateurs des « réponses de la société »). Les seconds comprennent des indicateurs concernant l'orientation de l'action des pouvoirs publics, mais aussi les activités du secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG), par exemple le développement des régimes de retraite privés et les dispositions prises par les particuliers et les familles pour assurer la prise en charge des personnes âgées et des enfants. La comparaison des indicateurs des réponses de la société avec les indicateurs de l'état de la société donne une idée approximative de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics, mais il faut noter que les différences de définition et la disponibilité plus ou moins grande des données font que, dans bien des cas, les chiffres ne sont pas totalement comparables d'un pays à l'autre. En outre, il y a moins d'indicateurs de bonne qualité sur les réponses de la société que sur l'état de la société. Il y a donc lieu de penser qu'il faut améliorer la collecte de données concernant l'action publique et privée, notamment d'informations sur les dépenses sociales privées et sur le nombre de personnes et de ménages qui reçoivent des prestations et services sociaux de la part des employeurs et des ONG.

Dans bien des cas, les indicateurs relèvent de plusieurs catégories : par exemple, l'aptitude à accomplir les actes de la vie courante sans aide extérieure est un indicateur de cohésion sociale, d'autonomie et de bonne santé ; de même, la toxicomanie peut témoigner d'un manque de cohésion sociale et d'un mauvais état de santé. Par conséquent, plutôt que de les énoncer de manière répétée, le présent ouvrage rend compte

des indicateurs propres à chaque catégorie et renvoie aux autres indicateurs pertinents répertoriés dans une autre partie.

**Autonomie:** Tous les systèmes de sécurité sociale s'appuient sur les cotisations versées par les personnes en activité pour assurer leur financement et, à cette fin, la plupart subordonnent l'octroi de prestations aux antécédents d'emploi et/ou à la durée d'affiliation. Outre qu'il procure des avantages à l'ensemble de la société, le travail fournit des ressources économiques, donne une identité, permet de nouer des relations et confère un statut à l'individu et à sa famille. Le chômage a manifestement l'effet inverse. Les taux d'activité des femmes – et des mères en particulier – sont très variables d'un pays à l'autre, ce qui tient à la diversité des sociétés et au degré d'efficacité des mesures destinées à aider les femmes à concilier vie professionnelle et obligations familiales. De plus, le chômage de longue durée se maintient à un niveau élevé dans beaucoup de pays, et pour de nombreux jeunes, le passage de l'école à la vie active ne se fait pas sans difficulté. Dans bien des cas, ce type de problème se rencontre surtout chez les travailleurs peu qualifiés, qui risquent davantage de connaître le chômage ou de percevoir un faible salaire que les travailleurs qualifiés.

Pour répondre à ces problèmes, la société a coutume d'associer le versement de prestations en espèces aux chômeurs et à des actions visant à éliminer les obstacles au travail, comme la mise en place de dispositifs de formation. S'ils sont mal conçus, ces deux types de mesures peuvent être antinomiques : des prestations de chômage généreuses peuvent réduire l'incitation financière à travailler, mais elles ne le sont généralement pas assez pour permettre à ceux qui les perçoivent de sortir de la pauvreté. De plus, la charge fiscale que représentent les systèmes de protection sociale peut avoir des effets négatifs sur la demande de main-d'œuvre.

*Indicateurs de l'état de la société examinés: emploi, chômage, ménages sans emploi, mères de famille en activité, niveau de formation, âge de départ en retraite, inactivité des jeunes.*

*Indicateurs des réponses de la société examinés: prestations de non-emploi, minima sociaux.*

**Équité:** La notion d'équité peut être abordée sous différents angles, notamment celui de l'accès aux services sociaux, des possibilités offertes sur le plan économique et des résultats. Les avis sur ce que doit être exactement une répartition équitable des ressources ou des possibilités divergent sensiblement dans les pays et d'un pays à l'autre. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit si difficile d'obtenir des informations complètes sur toutes les dimensions que recouvre l'équité, et la plupart des indicateurs considérés portent sur l'inégalité en matière de ressources financières.

La pauvreté, un accès restreint aux soins et à d'autres services sociaux, une maîtrise insuffisante des savoirs fondamentaux et un faible niveau d'instruction sont souvent fortement corrélés entre eux (ainsi qu'avec les indicateurs concernant l'emploi énoncés ci-dessus dans la catégorie « Autonomie »). L'état du marché du travail soulève aussi des problèmes d'équité en ce qui concerne certains groupes, en particulier les enfants de

chômeurs. De plus, certaines catégories de personnes âgées (en particulier les femmes âgées qui n'ont pas de droits à pension propres) restent anormalement exposées à la pauvreté.

Les systèmes de protection sociale sont le principal instrument auquel les responsables de l'élaboration des politiques ont recours pour faire face à ces problèmes. Tous les pays de l'OCDE ont mis (ou sont en train de mettre) en place des systèmes de protection sociale qui permettent une redistribution des ressources au sein de la société et assurent les individus contre un certain nombre de risques. Ces actions sont principalement financées par les dépenses sociales publiques, mais les ménages peuvent aussi obtenir des prestations sociales de la part du secteur privé ou par le biais du système fiscal. Dans tous les pays de l'OCDE, une part importante des dépenses de protection sociale sert à assurer un revenu au moment de la retraite; la section correspondante comprend donc des indicateurs du niveau actuel des pensions de vieillesse et du revenu potentiel des futurs retraités au moment de la retraite selon les règles en vigueur de calcul des pensions.

*Indicateurs de l'état de la société examinés: pauvreté, inégalité des revenus, pauvreté des enfants, revenu des personnes âgées.*

*Indicateurs des réponses de la société examinés: dépenses sociales publiques, dépenses sociales privées, dépenses sociales totales, pensions de vieillesse actuelles, revenu potentiel des pensions.*

**Santé:** Il existe des liens étroits entre l'état de la société et l'état de santé. En effet, l'élévation du niveau de vie, conjuguée à une meilleure accessibilité aux soins et au progrès constant des technologies médicales, a contribué à améliorer sensiblement l'état de santé. Les disparités en matière d'état de santé restent cependant importantes, les pays pauvres affichant invariablement les résultats les moins bons dans ce domaine. A l'intérieur des pays, c'est généralement parmi les catégories les plus défavorisées de la société – les pauvres, les personnes peu instruites et celles qui sont sans emploi – que l'état de santé est le moins bon. Ces personnes ne voient donc pas nécessairement ce dernier s'améliorer lorsque les indicateurs nationaux de l'état de santé sont en progression.

Les indicateurs des mesures prises par les pouvoirs publics pour répondre à ces problèmes, en nombre restreint, comprennent les dépenses de santé totales et la part des personnes âgées qui reçoivent des soins de longue durée en établissement ou bénéficient de services d'aide sociale à domicile. Mais là encore, il est difficile de dissocier l'évolution de l'état de santé d'autres facteurs sociaux tels que le chômage et les mauvaises conditions de logement.

*Indicateurs de l'état de la société examinés: espérance de vie, espérance de vie corrigée en fonction de la santé, mortalité infantile.*

*Indicateurs des réponses de la société examinés: dépenses de santé totales, soins de longue durée.*

**Cohésion sociale:** Dans de nombreux pays de l'OCDE, la promotion de la cohésion sociale et la lutte contre l'exclusion sont des objectifs fondamentaux de la politique sociale. Cependant, il n'existe pas de définition communément admise de la cohésion sociale ou de l'exclusion, ce qui rend d'autant plus difficile la définition d'indicateurs appropriés. A cet égard, il est possible de suivre une démarche consistant à examiner des indicateurs qui rendent compte de l'importance de la participation des citoyens à la vie sociale et de la satisfaction qu'ils retirent de leurs activités quotidiennes. La fréquence des contacts avec d'autres personnes et la participation à la vie associative en sont deux dimensions importantes. Les données subjectives provenant d'enquêtes constituent aussi un outil important de mesure «directe» du bien-être des individus et de la cohésion de l'ensemble de la société. Cet indicateur est présenté pour la première fois dans cette édition de *Panorama de la société*.

Les taux de suicide tout comme l'usage de stupéfiants et les décès qui en résultent témoignent non seulement de difficultés personnelles, mais aussi du risque d'exclusion. De même, la prévalence des naissances chez les adolescentes peut laisser entrevoir les risques d'exclusion et de détresse sociale auxquels sont exposés aussi bien les mères concernées -- qui, dans la plupart des cas, sortent du système éducatif sans diplôme et ont des difficultés à s'insérer sur le marché du travail -- que leurs enfants.

Il est beaucoup plus difficile de cerner les indicateurs pertinents des réponses de la société. Il est rare que les pouvoirs publics prennent des mesures qui visent expressément à atténuer ou à corriger les effets de l'exclusion. En revanche, toutes les mesures qui concernent les autres dimensions de la politique sociale (autonomie, équité et santé) auront aussi une incidence sur la cohésion sociale.

**Indicateurs de l'état de la société examinés:** *bien-être subjectif, isolement social, participation à la vie associative, naissances chez les adolescentes, usage de stupéfiants et décès en résultant, suicides.*

© OECD 2005

Ce Résumé n'est pas une traduction officielle de l'OCDE.

La reproduction de ce Résumé est autorisée à condition que le copyright de l'OCDE et le titre de la publication originale soient mentionnés.

**Les Résumés Multilingues sont des traductions d'extraits de publications de l'OCDE dont les versions originales sont publiées en anglais et français.**

**Les Résumés sont disponibles gratuitement sur le site de la librairie en ligne de l'OCDE : [www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/)**

Pour obtenir des informations complémentaires, contactez l'Unité Droits et Traductions, Direction des relations extérieures et de la communication.

[rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org)

Fax: +33 (0)1 45 24 13 91

OCDE/ Unité Droits et Traductions (PAC)  
2 rue André -Pascal  
75116 Paris  
France

Visitez notre site: [www.oecd.org/rights/](http://www.oecd.org/rights/)

